

Consultation publique de la Commission de régulation de l'énergie relative aux prestations annexes réalisées sous le monopole du gestionnaire du réseau public de transport d'électricité RTE

Réponse d'EDF

18/04/2017

Q1 : Partagez-vous l'analyse préliminaire de la CRE sur le périmètre, le montant et les conditions de versement des pénalités ainsi que sur le tarif de la prestation ?

Lors de la consultation publique de la CRE du 27 juillet 2016 sur les prochains tarifs d'utilisation des réseaux publics d'électricité dans le domaine de tension HTB, EDF avait manifesté son souhait d'une prise en charge du risque portant sur le raccordement par le TURPE et d'une inscription des charges correspondantes au CRCP.

Le raccordement constitue un élément structurant du développement des parcs éoliens en mer et le caractère critique de cette phase de travaux pour le succès des projets est commun à l'ensemble des projets européens. Aujourd'hui, en l'état du droit, RTE n'est soumis à aucune contrainte de délai quant à la réalisation des travaux de réparation en cas d'avarie de la partie sous-marine du réseau d'évacuation. RTE doit réaliser les travaux et faire ses meilleurs efforts pour réduire la durée de l'indisponibilité du réseau. C'est pourquoi il apparaît indispensable d'adopter un régime de responsabilité de RTE adapté aux spécificités des projets éoliens en mer, couvrant le préjudice subi par les sociétés de projet de façon satisfaisante et équilibrée. EDF est donc favorable à une amélioration de la prise en charge par le GRT du préjudice subi par les développeurs en cas de retard des travaux de raccordement, de même qu'en cas d'indisponibilité du réseau de transport, à travers le paiement de pénalités ou autres indemnités à un niveau adapté.

La Ministre de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer, chargée des Relations internationales sur le climat a donné des orientations de politique énergétique pour que certains risques associés au raccordement des éoliennes en mer (ex. les indisponibilités des ouvrages de raccordement) soient portés par le gestionnaire de réseau au lieu des parcs eux-mêmes et donc au moins en partie par le TURPE. En particulier, elle considère que « dans la mesure où le gestionnaire de réseau est responsable de la réalisation des ouvrages de raccordement, il est nécessaire, pour permettre la réalisation de projets complexes, comme les parcs éoliens en mer, que le cadre de régulation français évolue pour que le risque puisse être porté par le gestionnaire de réseau et que le TURPE intègre donc au moins une partie du risque correspondant, notamment en cas d'indisponibilité longue des ouvrages de raccordement ».

Compte tenu des montants en jeu, EDF est également convaincu que le TURPE (par le truchement du CRCP) est le véhicule le plus approprié pour supporter ces charges. L'intégration de ces charges dans le TURPE est compatible avec le principe de la couverture des coûts d'un gestionnaire de réseaux efficace, compte tenu de la complexité des opérations en mer et du caractère nouveau de ces activités pour le GRT.

EDF regrette que, par sa délibération du 17 novembre 2016 portant décision sur les tarifs d'utilisation des réseaux publics d'électricité dans le domaine de tension HTB, la CRE n'ait pas souhaité pour le moment modifier le cadre de régulation relatif aux raccordements et donc couvrir des éventuelles pénalités par le CRCP.

Concernant la proposition de prestation annexe de RTE, EDF comprend qu'aucune obligation de moyens n'est associée à cette prestation. En vertu du contrat, RTE doit d'ores et déjà faire ses meilleurs efforts pour réduire la durée de l'indisponibilité et rétablir dans les meilleurs délais le fonctionnement normal des ouvrages. Qui plus est, en application du principe de non-discrimination, le GRT ne peut pas privilégier les producteurs qui auront opté pour la prestation annexe au détriment des autres producteurs. Ainsi, le périmètre de la prestation de RTE se limite, en pratique, au paiement de pénalités en cas de dépassement d'un délai. Cependant, EDF n'a pas assez d'éléments, notamment la probabilité d'occurrences d'indisponibilité ainsi que la durée moyenne d'une indisponibilité, pour apprécier le montant de la prestation et le niveau des pénalités associées.

Q2 : S'agissant des propriétaires ou des futurs propriétaires d'installations de production d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelable en mer, pouvez-vous indiquer si vous envisagez de souscrire la nouvelle prestation proposée par RTE telle que décrite précédemment ?

A travers sa filiale EDF-EN, EDF est actionnaire à 50% du consortium Eolien Maritime France dont trois projets ont été sélectionnés lors du 1er appel d'offres pour le développement de capacités de production d'électricité par énergie éolienne offshore. Le projet est déconsolidé du bilan d'EDF et cette décision appartient dans ces conditions au consortium.

Q3 : Partagez-vous l'analyse préliminaire de la CRE sur l'évolution des tarifs envisagée pour la prestation annexe « service de décompte » ?

EDF partage le principe d'un tarif reflétant les coûts supportés par RTE. Néanmoins, s'agissant du tarif de la prestation annexe « service de décompte », EDF n'a pas d'élément pour apprécier l'analyse de la CRE.

Q4 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur l'évolution des tarifs envisagée pour la prestation annexe « Frais de gestion des NEB » ?

Pour justifier l'évolution du service d'échange de blocs prévue par les règles MA-RE pour fin 2017 (qui va occasionner des coûts d'adaptation des systèmes d'information pour l'ensemble des acteurs de marché), RTE a notamment mis en avant l'argument de la simplification opérationnelle apportée par la fin de la déclaration préalable des NEB. Il est légitime que la réduction de coûts de gestion (estimée à 15% par CRE) profite à l'ensemble des acteurs de marché.

Avec l'évolution de la structure tarifaire proposée (facturation à la transaction au lieu d'un forfait mensuel), EDF observe que pour un Programme d'échange de blocs actif chaque jour, le coût serait multiplié par 3 ($7,5 \text{ €/PEB} \times 30 \text{ jours} = 225 \text{ €}$ au lieu des 77 €/mois actuels). Cela signifie que les acteurs de marché les plus actifs et qui contribuent à la liquidité des échanges verraient leurs coûts augmenter.

EDF n'est pas convaincue qu'une tarification « à la transaction » soit la plus représentative de la structure des coûts engagés : le système d'information de RTE doit en effet être dimensionné pour pouvoir traiter des nominations de l'ensemble des RE, indépendamment du nombre de programmes effectifs contenus dans chaque envoi.

Ainsi, même si EDF ne conteste pas l'analyse de la CRE que l'évolution de tarif proposée reflète la baisse de 15% des coûts, EDF constate que le nouveau tarif peut conduire à une augmentation des coûts pour certains acteurs : EDF est favorable à un maintien d'un forfait mensuel, reflétant mieux les coûts subis par RTE, déduit des 15% correspondant à la baisse des coûts supportés par RTE. Cependant EDF comprend que pour les acteurs peu actifs, un forfait mensuel peut être considéré comme une charge importante. Ainsi, une solution intermédiaire pourrait contenter l'ensemble des acteurs : forfait mensuel (réduit de 50% par exemple), associé à une tarification à la transaction (inférieure à la proposition de RTE, -50% par exemple).

Par ailleurs, EDF observe que la proposition de RTE ne traite que des NEB RE-RE et n'aborde pas la question des NEB RE-site (pour lesquelles une déclaration préalable reste nécessaire). EDF en comprend que la tarification des NEB RE-site serait inchangée.

Q5 : Etes-vous favorable à l'évolution des tarifs envisagée pour la prestation annexe « transmission de données » ?

EDF est favorable à l'évolution envisagée.

Q6 : Etes-vous favorable à la suppression de la prestation annexe relative aux expertises et travaux relatifs à la qualité d'alimentation ?

EDF est favorable à la proposition de RTE.

Q7 : Etes-vous favorable au principe et aux modalités de l'indexation des tarifs des prestations annexes fixés par la CRE sur l'indice des prix à la consommation à partir du 1er août 2017 ?

EDF comprend la volonté d'éviter des hausses brutales ainsi que d'aligner les prestations annexes de RTE sur celles des gestionnaires de réseaux de distribution de gaz et d'électricité. Cependant, nombre de prestations n'ont pas fait l'objet de demande de réévaluation de la part de RTE depuis la décision du 7 août 2009. De plus, une éventuelle indexation se doit de refléter la structure de coûts supportés par RTE.

Ainsi, EDF s'interroge sur la nécessité d'indexer toutes les prestations sur l'inflation et se demande si une indexation partielle ne serait pas plus appropriée.

ooOoo